

Le Conseil mondial pour les réfugiés propose d'importantes mesures pour transformer le système mondial d'aide aux réfugiés

24 janvier 2019 (Nations unies, New York) — Le Conseil mondial pour les réfugiés (CMR) plaide aujourd'hui pour une réforme majeure du système mondial d'aide aux réfugiés en vue de défendre les intérêts des personnes déplacées de force, mais aussi des pays et des collectivités qui les accueillent.

Le rapport du CMR, *Appel à l'action : transformer le système mondial d'aide aux réfugiés*, propose des mesures concrètes pour protéger les réfugiés et les personnes déplacées internes (PDI), notamment les femmes et les enfants, et aider les gouvernements à gérer les mouvements migratoires. Il repose sur ce principe clé : tous les membres de la communauté internationale doivent partager la responsabilité du soutien aux réfugiés et à leurs pays d'accueil.

Le CMR a lancé la semaine dernière un processus d'application des 55 recommandations du rapport à l'occasion d'une rencontre de ses délégués avec l'Union africaine (UA) tenue à Addis-Abeba (Éthiopie), où il a offert de nouer un partenariat pour l'année organisée par l'UA sur le thème « Réfugiés, rapatriés et personnes déplacées dans leur propre pays : vers des solutions durables au déplacement forcé en Afrique ». L'UA a favorablement accueilli sa proposition.

Voici certaines des recommandations clés du CMR :

- mettre sur pied un Réseau mondial d'action pour les personnes déplacées de force ;
- faire valoir le rôle de leadership des femmes et des jeunes afin de donner une voix à plus de la moitié des personnes déplacées de force dans le monde ;
- obliger les oppresseurs à répondre de leurs actes devant la loi ;
- élaborer un système d'examen par les pairs pour cibler les acteurs de la communauté internationale qui manquent à leur engagement de protéger et d'aider les réfugiés ;
- faire appel à des systèmes de financement novateurs, y compris des obligations au profit des réfugiés et des instruments de fonds propres privés destinés aux pays d'accueil ;
- adopter des mesures spéciales par l'entremise de la Banque mondiale, du Fonds monétaire international et de l'Organisation mondiale du commerce à l'intention des pays avancés qui accueillent un grand nombre de réfugiés ;
- renforcer la protection des PDI en désignant notamment un représentant spécial du secrétaire général de l'ONU chargé de coordonner les initiatives internationales ;
- confisquer les avoirs bloqués des régimes violents ou corrompus et les réaffecter au soutien des personnes déplacées de force par ces régimes.

« Lors de nos consultations menées sur cinq continents, nous avons partout observé le désir de mettre fin à l'impunité et au déni de responsabilité des auteurs de conflits et de méfaits qui forcent les gens à

quitter leur foyer et leur pays, a déclaré Lloyd Axworthy, président du CMR et ancien ministre canadien des Affaires étrangères. Certains États se dérobent aussi à leurs responsabilités en matière de protection des réfugiés, cédant trop souvent au nationalisme et à la xénophobie au profit de gains politiques immédiats. Dans le même temps, nous devons répondre aux craintes légitimes suscitées dans les pays d'accueil par la difficile gestion des mouvements migratoires. »

S'appuyant sur le Pacte mondial pour les réfugiés récemment adopté par les Nations unies, l'appel à l'action du CMR repose sur des mesures à la fois audacieuses et pragmatique visant à remédier à la crise de leadership politique et aux insuffisances de la reddition des comptes du système actuel. Ces lacunes ont freiné les efforts de la communauté internationale en appui aux 68,5 millions de personnes déplacées par les conflits et les persécutions, un chiffre jamais vu depuis la Seconde Guerre mondiale. Les propositions du CMR ont aussi pour but d'assurer ressources et soutien aux pays qui accueillent la majorité des réfugiés, notamment dans l'hémisphère Sud.

Les recommandations du CMR sont détaillées dans son rapport [Appel à l'action : transformer le système mondial d'aide aux réfugiés](#), présenté aujourd'hui lors d'une rencontre tenue aux Nations unies, à New York, qui rassemblait des ambassadeurs et des représentants d'organisations internationales.

Pour toute demande d'entrevue avec Lloyd Axworthy, président du Conseil mondial pour les réfugiés, ou d'autres [membres du Conseil](#), prière de contacter :

Jeff Stoub, jstoub@cigionline.org, +1-514-466-5333
Erinn Steringa, esteringa@cigionline.org, +1-519-885-2444, poste 7237

À propos du Conseil mondial pour les réfugiés

Le Conseil mondial pour les réfugiés a été créé en mai 2017 par le Centre pour l'innovation dans la gouvernance internationale, avec l'appui du gouvernement du Canada et d'autres partenaires. Présidé par Lloyd Axworthy, ex-ministre canadien des Affaires étrangères, cet organisme international regroupe plus d'une vingtaine de leaders politiques, conseillers stratégiques et universitaires, un prix Nobel, un chef d'entreprise, des acteurs de la société civile et des défenseurs des droits de l'homme du monde entier. En publiant son rapport *Appel à l'action : transformer le système mondial d'aide aux réfugiés*, le CMR souhaite renforcer l'action internationale en appui au Pacte mondial pour les réfugiés de l'ONU.

À propos du Centre pour l'innovation dans la gouvernance internationale

Le Centre pour l'innovation dans la gouvernance internationale est un groupe de réflexion indépendant et non partisan doté d'un point de vue objectif et unique de portée mondiale. Ses recherches, avis et interventions exercent une réelle influence sur les affaires du monde en enrichissant l'élaboration des politiques d'une réflexion claire et novatrice. Ses travaux pluridisciplinaires, menés en collaboration avec les meilleurs spécialistes, en font une référence en matière de recherche et d'analyse.